

 Depuis 1999, le Vénézuélien Hugo Chávez est l'un des présidents les plus populaires et les plus haï d'Amérique latine. Son tort : la mise en application de la « révolution pacifique et démocratique » promise aux populations vénézuéliennes lors de la campagne présidentielle de décembre 1998. Soutenu par les forces de gauche et les déhilités exaspérées face à la corruption et la gabegie qui régnaient au Venezuela depuis près de 40 ans, cet admirateur de Fidel Castro et Bolívar avait recueilli 57% de suffrages exprimés contre moins de 9% des voix pour l'Action démocratique (Ad), social démocrate et le Copei, démocrate-chrétien qui avaient payé ainsi le prix de leur mauvaise gestion de l'état et de la confiscation du patrimoine commun du peuple vénézuélien. Pour certains observateurs, ces formations politiques avaient permis l'édification d'une société gangrénée par la corruption, la plus inégalitaire du monde malgré d'immenses ressources financières gagnées depuis des années par le pétrole.

Pour le commandant Chávez cité par Ignacio Ramonet, journaliste au Monde diplomatique, les objectifs de la révolution vénézuélienne sont multiples : « Outre la crise économique, le Venezuela connaissait surtout une crise morale, éthique, cause du manque de sensibilité sociale de ses dirigeants. Or la démocratie, ce n'est pas seulement l'égalité politique. C'est aussi, voire surtout, l'égalité sociale, économique et culturelle. Tels sont les objectifs de la révolution bolivarienne. Je veux être le président des pauvres. Mais il nous faut tirer les leçons des échecs d'autres révolutions qui, tout en affirmant rechercher ces buts, les ont soit trahis, soit poursuivis, mais en liquidant au passage la démocratie. » Cette conception du devenir de la société vénézuélienne avait, comme on pouvait l'imaginer, heurté les susceptibilités des partisans et propagandistes de la politique de la mondialisation qui n'ont pas hésité à accuser Chávez de « jacobinisme autoritaire », de « dirige autocratique » et de « préparer une forme moderne de coup d'état ». (The New York Times, 21 août 1999 et International Herald Tribune, 1er septembre 1999).

Malgré ces accusations, Hugo Chávez, qui a opté pour une démocratie participative directe avec une plus grande intervention du peuple, a tenu bon. Et c'est avec l'appui de son peuple qu'il est revenu au pouvoir après la tentative du coup d'état du 11 avril 2002 et qu'il continue de diriger son pays malgré les campagnes féroces de dénigrements, les grèves pétrolières, les complots ourdis et soutenus par les États-Unis d'Amérique.

De nos jours, Chávez est devenu la référence obligée de nombreux leaders politiques et d'opinion dans les pays pauvres. Son bilan est tout simplement élogieux. Entre autres, respect scrupuleux de la démocratie, refondation de la nation vénézuélienne, réinvention de la gauche, légitimation de la nouvelle constitution garantissant l'implication du peuple dans le changement social, respect de dignité du citoyen, reprise en main de la compagnie publique Petros de Venezuela Sa (Pdvsa), renationalisation de la compagnie d'électricité, nationalisation des champs pétrolifères de l'Orénoque, rachat de sa dette auprès des institutions financières internationales, financements massifs des programmes sociaux, distribution de millions d'hectares de terre aux paysans, installation des milliers de dispensaires dans les quartiers peuplés et pauvres, accès aux soins gratuits pour certaines catégories de personnes atteintes d'affections oculaires, subvention des produits alimentaires de base et revendus aux plus démunis à un coût inférieur à 42%, pour reprendre les propos de Ignacio Ramonet, (Monde diplomatique, août 2007).

Face à cette réussite, il n'est plus étonnant qu'il soit devenu l'ennemi public numéro un, l'homme à éliminer à tout prix, étant donné qu'à travers sa « révolution pacifique et

démocratique", **il montre aux pays dits en voie de développement qu'une autre voie pour le développement et la lutte contre la pauvreté est possible.** Si nous prenons l'exemple du Venezuela, c'est parce qu'à un stade de son histoire, sa situation était, quelques différences près, semblable à celle du Cameroun et à celle de nombreux pays africains situés au sud du Sahara. Les leaders d'opinion, les leaders politiques et les dirigeants africains peuvent s'inspirer du modèle vénézuélien pour sortir leurs concitoyens de la pauvreté mieux de la misère dans laquelle ils sont installés depuis plusieurs décennies. Cela n'est possible que s'il y a une refondation de nos États, autrement dit, si les dirigeants font en sorte que nous ayons de véritables États, au sens weberien du terme, dans le cadre desquels les personnes en charge de la gestion des affaires publiques perdent tout droit de propriété sur les biens publics. Il est indéniable que dans la plupart des pays africains situés au Sud Sahara, l'État est déiquescent et n'est que le patrimoine de certains individus, mieux un instrument d'accumulation de la violence, dirigé au seul profit d'une oligarchie gouvernante. Dans ces pays où sévissent la corruption, la crise morale et où une poignée d'individus a confisqué le patrimoine commun, "l'État n'est guère, au mieux, qu'une toile de fond d'aliquot, un décor pseudo-occidental masquant la nature profonde des relations politiques qui ne sauraient être impersonnelles" (Patrick Chabal et Jean Pascal Daloz, 1999).
Jean-Bosco Talla
Editorial paru dans *Germinal* n°010 du 16 juillet 2008